

Rwanda : les faux pas de la France

De 1989 à 1993, Paris avait soutenu le gouvernement de ceux qui, aujourd'hui, sont les principaux responsables des massacres.

Les rebelles rwandais semblaient décidés hier à chasser de Gitarama (sud-ouest de la capitale Kigali) le gouvernement intérimaire, pendant que l'ONU demandait aux belligérants de respecter la neutralité de l'aéroport de la capitale en prévision de l'arrivée de Casques bleus supplémentaires. Selon le porte-parole de l'ONU au Rwanda, Kigali est restée hier relativement calme. La prise de la capitale n'était manifestement pas l'objectif numéro un des rebelles du Front patriotique rwandais. (AFP.)

KIGALI :
de notre envoyé spécial
Renald GIRARD

Il aura donc fallu plus de six semaines au Conseil de sécurité de l'ONU pour décider d'envoyer au Rwanda 5 500 Casques bleus supplémentaires. Le général canadien Dallaire, le chef des forces de la Minuar, les réclamait à corps et à cri depuis le 6 avril dernier, date du mystérieux assassinat du Président Habyarimana et de la reprise d'une des guerres civiles les plus sanglantes d'Afrique.

Après le départ, à la mi-avril, du contingent belge systématiquement pris pour cible par les forces armées rwandaises - FAR - des milices extrémistes - le général Dallaire s'est retrouvé pratiquement impuissant. La force dérisoire qui lui est restée ne suffit même pas à assurer une protection efficace au siège de la MINUAR l'hôtel Amahoro situé sur la ligne de front entre l'aéroport et le centre ville. Les guérilleros du Front patriotique rwandais (FPR), mouvement d'opposition armé essentiellement Tutsi) enveloppe la capitale par le nord, l'est et le sud, coupant ainsi la route entre Kigali et son aéroport international.

Même si elle l'avait voulu la MINUAR ne disposait d'aucun moyen militaire pour mettre un terme au massacre systématique des civils tutsis dans la capitale et dans les zones



Des civils tutsis ont trouvé refuge dans un séminaire catholique où leur sont distribuées des rations de bouillie de maïs. (Photo Reuter.)

contrôlées par les forces gouvernementales. Lorsqu'en début de semaine, le général Dallaire et Bernard Kouchner avaient obtenu du gouvernement rwandais l'ouverture d'un corridor humanitaire - afin d'évacuer en premier lieu les enfants de deux orphelinats situés dans les quartiers populaires de Kigali - ils avaient été bloqués à la dernière minute par l'opposition des chefs de milice devenus incontrôlables.

S'il avait disposé de la force mécanisée qu'il n'avait cessé de réclamer, le général Dallaire n'aurait pas hésité à forcer les quelques 22 barrages de miliciens avinés et surexcités, disséminés sur la route entre les orphelinats et l'aéroport. Comme il le confiait au Figaro, le chef de la MINUAR n'aurait pas eu besoin d'un recours au chapitre sept de la Charte des Nations unies - qui réglemente l'usage de la force - pour ouvrir le chemin de la survie aux enfants : les principes de légitime défense et d'assistance à personne en danger lui auraient amplement suffi. Alain Juppé a expliqué devant l'Assemblée Nationale que la France s'appropriait à faire plus pour le Rwanda qu'aucune autre puissance. En réalité, les autres ne font rien. Que prépare la France ? Après six semaines de génocide à l'encontre de l'ethnie Tutsi (15 % de la population), Paris s'est décidé à entamer une démarche humanitaire. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, est parti hier pour le Burundi voisin, accompagné d'une équipe médicale du SAMU mondial. Mardi matin, il s'était concerté au téléphone avec Bernard Kouchner au moment où celui-ci, qui avait occupé le même poste dans le gouvernement Bérégo-voy, s'appropriait à quitter Kigali pour la France.

Médecins tous les deux, Douste-Blazy et Kouchner se connaissent et s'apprécient. A leurs yeux, le secours aux victimes et l'intérêt de France passe avant les rivalités politiques parisiennes mais lorsqu'un Etat se lance dans l'humanitaire, c'est souvent parce que la politique a échoué. Or, au temps du pou-

vois de l'arrivée de la MINUAR (octobre 1993).

Cette mission fut réduite à une quarantaine d'hommes : lesquels s'enfuirent précipitamment le 14 avril, embarquant dans un Hercules en direction de Bangui, au désespoir du gouvernement rwandais. A Paris, l'état-major avait estimé que l'avancée des troupes du FPR faisait courir un danger aux parachutistes français et à leur chef, le lieutenant-colonel Morin. Ce départ précipité fut décidé contre l'avis du colonel Román, le chef de la brigade para-commando belge déployée à Kigali, qui souhaitait une *solidarité minimum*. Le problème de la France au Rwanda, c'est qu'elle a très tôt pris parti pour le gouvernement contre le FPR, encourageant inconsciemment le radicalisme politique hutu. En octobre 1990, lorsque 1 500 guérilleros du FPR passent à l'attaque à partir de leur base située au sud de la frontière ougandaise, l'armée française donne un vigoureux coup de main au FAR : fourniture de munitions à profusion et conseillers militaires guidant les tirs de l'artillerie gouvernementale. L'offensive est stoppée sur le champ. Mais, dans les « régions rebelles », les FAR massacrent les civils tutsis sans que la France s'émeuve vraiment.

Syndrome de Fachoda

Paris avait justifié son engagement par une ingérence ougandaise supposée au côté du FPR. Certes, Paul Kagamé, le chef du FPR, est l'ancien numéro 2 des services secrets de l'Ouganda, où sa famille s'était réfugiée en 1963, après les premiers massacres des Tutsis. Certes, le gouvernement de Kampala a toujours fermé les yeux sur les infiltrations de guérilleros au Rwanda à partir de son territoire et il a même procuré une aide logistique au FPR. Mais le président ougan-

dais Museveni, l'un des rares sages de l'Afrique, est trop fin politique pour compromettre son pays, à peine pacifié, dans une aventure extérieure. Il y a deux explications à l'attitude française. D'abord le syndrome Fachoda : Kagamé l'anglophone (élevé en Ouganda et ancien stagiaire de l'école de guerre américaine) était accusé d'être le « pion des intérêts anglo-saxons » en Afrique centrale. Il était donc un adversaire.

Le FPR a tenté de changer cette perception en multipliant les envois d'émissaires à Paris. « Il y a, chez vous, un mystérieux blocage quelque part », m'affirmait dans la brousse, il y a une semaine, Paul Kagamé. « Nous avons beau répéter à Paris notre attachement à la francophonie et à la coopération avec la France, rien n'y faisait. Vos dirigeants s'acharnaient à soutenir le régime du président Habyarimana, qui avait pourtant détrôné le français comme langue officielle. »

Il y a quinze jours encore, des généraux français nous approchaient en privé pour nous « informer » que des bataillons ougandais participaient, avec leurs armes lourdes, à l'offensive du FPR contre Kigali. Or, dans le sud ougandais, sur la frontière et à l'intérieur de la zone FPR - où nous avons pu circuler librement - nous n'avons pas constaté la présence de la moindre section, du moindre véhicule militaire ougandais. Deuxième raison à l'attitude française : l'application simpliste des principes de La Baule. Comme la population du Rwanda est composée de Hutus à 85 % et comme, en Afrique, le vote libre est toujours ethnique, le pouvoir doit revenir entièrement aux Hutus. Du coup, le FPR doit être exclu. Les militaires de la coopération française oublient allègrement les violations répétées des droits civils de la minorité tutsi. C'était la démocratie, mais sans les droits de l'homme et sans l'Etat de droit. R. G.